Jacques DUCLOS :

pour préparer l'avenir démocratique de la France

ABSTENTION LE 15 JUIN

Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juin à l'Assemblée nationale, Jacques DUCLOS a notamment déclaré :

Les Français ne pourront pas, le 15 juin, faire un choix entre deux politiques. Avec les candidats en présence, ils ne pourraient choisir qu'entre deux variantes d'une même politique, entre deux candidats de la haute banque et de la grande industrie.

M. Pompidou a derrière lui un clan de la famille Rothschild et M. Poher en a un autre. M. Pompidou a derrière lui la firme Marcel Dassault et M. Poher est soutenu par la firme Boussac.

Les deux hommes sont si proches l'un de l'autre qu'ils se sont accusés réciproquement de se dérober leurs programmes.

Ils ont des appuis identiques

D'un côté, M. Pompidou, que soutient l'ancien ministre de Pétain Tixier-Vignancour, parle de former un gouvernement avec la participation des socialistes s'ils acceptent son offre.

De l'autre côté, M. Poher fonde son espoir sur une alliance allant de la droite aux socialistes, c'est-à-dire des anciens O.A.S. Georges Bidault et Jacques Soustelle à Gaston Defferre ; alliance électorale susceptible de devenir gouvernementale demain.

Mais d'un côté comme de l'autre on écarte les communistes qui n'entendent nullement se faire les complices ni du gaullisme pompidolien ni de la troisième force pohérienne.

Et il est assez piquant d'entendre le camarade Pierre Mauroy déclarer que le nouveau Parti Socialiste rejette la troisième force, c'est-à-dire l'alliance avec la réaction baptisée centriste alors qu'il appelle à voter Poher.

Le moindre mal ?... comme en 1958

C'est au nom du moindre mal que les socialistes appellent à voter Poher, mais nous n'avons pas la mémoire assez courte pour oublier qu'en 1958 le même parti socialiste vota pour le Général de Gaulle considéré comme un moindre mal par rapport aux comploteurs du 13 mai qui avaient été de mèche avec lui.

Et quelques mois plus tard le même parti socialiste était obligé de constater que l'expérience gaulliste ne donnait pas les fruits qu'il en avait espérés.

Pompidou-Poher : austérité pour les masses laborieuses

Du point de vue des **salaires** tous deux sont partisans de l'austérité pour les masses laborieuses et de largesses budgétaires au profit des grandes sociétés capitalistes.

Pour la **Sécurité sociale,** M. Pompidou a suivi avec ses ordonnances, la voie qui avait été tracée par M. Poher lui-même qui, le 18 septembre 1948, signa un décret démantelant la réforme de la Sécurité sociale minière.

En matière d'atteintes **aux libertés syndicales** et de répression contre les travailleurs, M. Pompidou a un lourd passif sur ses épaules mais M. Poher quand il était au gouvernement utilisait des méthodes analogues.

Et, enfin, aussi bien M. Poher que M. Pompidou ne disent rien de l'**échelle mobile des salaires, traitements, retraites et pensions.**
Ils n'ont pris aucune mesure pour la suppression de toute discrimination en matière de salaires à l'encontre des femmes et des jeunes. Ils ne connaissent ni l'un ni l'autre le mot d'ordre : « **A travail égal, salaire égal** ».

Il en est de même pour la **réduction de la durée du travail,** ni de la **garantie de l'emploi,** ni de **l'avancement de l'âge donnant droit à la retraite.**
Ils restent dans le vague sur la question de l'**allègement de la fiscalité** pour les petits et moyens contribuables, dont la charge fiscale devrait être allégée en faisant payer davantage aux grandes sociétés.

Même politique scolaire réactionnaire et antilaïque

Ils ne disent ni l'un, ni l'autre qu'ils sont décidés à accroître les crédits destinés à **l'Education nationale** et ils sont tous les deux les **ennemis de la laïcité** comme en témoignent leurs activités antérieures.
Et, enfin, aussi bien M. Pompidou que M. Poher refusent :
— L'abrogation des lois antilaïques notamment de la loi Debré et la création d'une seule Université nationale ouverte à tous ;
— Une réforme démocratique de l'Enseignement qui devrait comporter immédiatement : le développement de l'enseignement maternel, la rénovation profonde de l'école primaire, la transformation de l'enseignement technique ;
— Les mesures propres à mettre un terme à la ségrégation sociale (bourses suffisantes, allocations d'études aux étudiants, gratuité totale, etc.).

PAR ESPRIT CIVIQUE
ABSTENEZ-VOUS

Il n'y a qu'un seul moyen de se prononcer pour un changement politique véritable : s'abstenir, refuser, par esprit civique de prendre part au vote le 15 juin. Plus le nombre des abstentionnistes sera élevé, plus le nombre des suffrages exprimés sera réduit, plus sera réduite l'autorité du futur Président de la République.
Et plus il sera contraint d'attacher de l'importance au courant d'opposition représenté par les électrices et les électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages le 1er juin, et par la masse des citoyens qui auront refusé de voter pour l'un ou l'autre des deux candidats de la réaction.

Pour l'union des forces ouvrières et démocratiques

L'avenir démocratique de la France ne passe pas par la remise à flot d'une troisième force se traduisant à plus ou moins brève échéance par la participation des socialistes à un gouvernement réactionnaire.
Il passe par le rassemblement de toutes les forces de gauche sur la base d'un programme commun de gouvernement qu'il s'agira d'opposer en vue des luttes futures à la politique rétrograde de la réaction. Il ne peut y avoir de changement démocratique en France qu'avec le concours des forces populaires que représente le Parti Communiste.
En appelant à ne voter ni pour Pompidou, ni pour Poher, nous demandons aux électrices et aux électeurs de se prononcer pour l'union des forces ouvrières et démocratiques, pour l'avènement d'une démocratie avancée, politique, économique et sociale, d'une démocratie qui ouvrira la voie au socialisme.

Le Parti Communiste Français.

— **Adhérez au Parti Communiste Français, 44, rue Le-Peletier, Paris-9e.**

— **Versez à la souscription nationale : C.C.P. G. Gosnat - Paris 6365-71.**

S.G.P. - PARIS